Les victimes d’attentats réagissent à la nomination d’Elisabeth Pelsez , nouvelle déléguée interministérielle à l’Aide aux victimes

mardi 8 août 2017, par Thémis

NOMINATION - *Après plusieurs semaines de polémique, les associations de victimes d’attentats vont devoir réorganiser leur travail. Elisabeth Pelsez a officiellement été nommée mardi 8 août déléguée interministérielle à l’Aide aux victimes, selon le décret paru au Journal Officiel*.

Sa mission principale, "assurer la coordination de l’ensemble des services qui interviennent en matière d’aide aux victimes", avait indiqué le Premier ministre Edouard Philippe en juillet dernier. Désormais, la déléguée interministérielle de l’Aide aux victimes dépend du ministère de la Justice et non de Matignon, comme c’était le cas pour Juliette Méadel, secrétaire d’Etat chargée de l’Aide aux victimes sous François Hollande.

"C’est un retour en arrière pour nous qui est confirmé, déclare au HuffPost Emmanuel Domenach, administrateur de l’association 13 novembre : Fraternité et Vérité. Si c’est pour lui donner les mêmes compétences et la même mission, je ne comprends pas très bien pourquoi on n’a pas gardé le système d’avant, salué par toutes les associations de victimes et qui fonctionnait très bien. Ce qu’on craint, c’est que la déléguée interministérielle n’ait aucun pouvoir pour coordonner les différents ministères, chacun capables de prendre des décisions différentes".

Des inquiétudes concernant les moyens d’action et le budget

En effet, les actions du ministère de la Justice après les attentats du 13-Novembre ont été décriées par les associations. Emmanuel Domenach nous explique :

"Dans l’urgence, chaque ministère a voulu intervenir, chaque collectivité locale également, en créant différents centres d’accueil. Le ministère de la Justice n’a pas pu coordonner un seul et unique centre de crise, contrairement à Matignon. Dans les mois qui ont suivi, plusieurs questions se sont également posées : se porter partie civile au procès, mais aussi des questions d’accès aux soins, des gens qui devaient avancer de l’argent pour aller chez le psychologue, pour leurs opérations… Cela dépendait du ministère de la Santé. Nous, associations, nous sommes tournées vers lui. Mais celui-ci nous a répondu qu’il fallait aussi contacter le ministère de l’Economie. Il y a donc eu une multiplicité d’acteurs pour les victimes".

Outre les inquiétudes concernant les compétences mêmes du ministère de la Justice, les associations restent dans le flou quant aux moyens qui seront désormais mis en place.

"Le ministère de la Justice doit faire face à d’importantes coupes budgétaires, et l’Aide aux victimes est le cadet de ses soucis, poursuit Emmanuel Domenach. Je ne sais pas comment nous allons pouvoir financer les différents outils mis en place, à savoir le site web dédié aux victimes, leur réinsertion professionnelle, ou encore l’accueil psychologique des victimes et des enfants."

Les associations attendent des avancées "concrètes"

En outre, pendant deux mois, les associations se sont retrouvées sans secrétaire d'Etat chargé d'Aide aux victimes. Une période de "flottement préjudiciable"", selon Stéphane Gicquel, président de la Fédération nationale des victimes d'attentats ou accidents collectifs (FENVAC).

Celui-ci a pu rencontrer Elisabeth Pelsez avant sa nomination, et se dit aujourd'hui "rassuré".

"Le profil de la déléguée interministérielle me semble être le bon, au point de vue de sa détermination à travailler. Maintenant, nous jugerons aux actes. Nous ne sommes plus au stade de nous satisfaire de paroles. Si ce dispositif ne marche pas, on s'en apercevra très rapidement, et nous n'hésiterons pas à remonter au créneau".

Plusieurs réunions de travail ont d'ores et déjà été programmées. Selon Stéphane Gicquel, la déléguée interministérielle "reprendra la feuille de route du secrétaire général de l'Aide aux victimes".

En juillet 2017, l'association Life for Paris, dédiées aux victimes du 13-Novembre 2015, avait publié une lettre ouverte sur son site internet, directement adressée au président de la République. "Face aux signaux envoyés par le Ministre de la Justice lors de notre récent rendez-vous, nous sommes aujourd'hui particulièrement inquiets. La réorganisation de l'aide aux victimes est incohérente face à ce qui avait été mis en place auparavant et qui est aujourd'hui détruit", était-il écrit.

Aujourd'hui, Alexis Lebrun, membre de l'association, affirme être dans un état d'esprit "constructif". Après une rencontre avec Elisabeth Pelsez à la fin du mois de juillet, il déclare :

"Même si initialement cela ne répondait pas à notre demande, nous avons constaté qu'elle avait une bonne connaissance des dossiers actuels. Aujourd'hui, nous sommes dans la situation où nous attendons de voir les avancées concrètes les mois prochains, au-delà des paroles. On n'est pas dans la politique mais dans de l'humain. Le but est d'y arriver".

Date : 08/08/2017
Auteur : Alexandra Milhat
Source : HuffPost